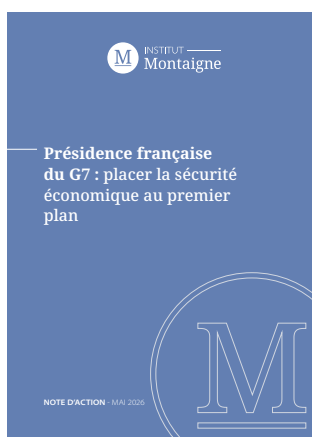


NOTE D'ACTION - Mai 2026

Présidence française du G7 : placer la sécurité économique au premier plan



Des semi-conducteurs à l'extraterritorialité du droit, des infrastructures numériques aux cleantechs, en passant par les nouveaux défis du e-commerce, l'Institut Montaigne a placé très tôt les enjeux de la sécurité économique dans l'agenda français et européen. Pas un événement international qui ne confirme, ces derniers temps, l'importance stratégique d'un tel agenda destiné à réduire nos vulnérabilités et à reconquérir d'indispensables positions industrielles. L'instrumentalisation des interdépendances à des fins de puissance se manifeste avec une évidence croissante.

Dans les années 2020, grâce notamment à l'impulsion du Japon, le G7 est devenu le format le plus prometteur de la coopération internationale en matière de sécurité économique. La prochaine présidence française du G7, lors du sommet d'Évian de juin 2026, a l'opportunité d'initier une véritable coordination stratégique entre les États membres, confrontés à des défis similaires et promoteurs de réponses très largement compatibles. Même si le contexte dégradé des relations transatlantiques n'est pas propice à une telle ambition, la réalité des défis posés par la Chine milite en faveur d'une approche commune : les politiques industrielles, commerciales et technologiques chinoises sont, en effet, le principal problème que la sécurité économique cherche à résoudre.

Puisque les réponses nationales, lorsqu'elles existent, demeurent d'une ampleur insuffisante et que l'Europe peine encore à se coordonner, un agenda commun au G7 représente l'approche la plus efficace. Sollicité au titre de cette réflexion, l'Institut Montaigne a souhaité contribuer à identifier une voie de progrès à la fois réaliste et concrète.

Parmi les champs de coopération mis en avant par cette note, la construction d'un marché commun des membres du G7 pour l'accès aux matériaux critiques apparaît particulièrement prometteuse. En favorisant le développement de partenariats stratégiques entre pays du G7 et entre le G7 et des pays tiers, un tel marché constituerait une parade aux risques de déni d'accès qui pèsent aujourd'hui sur nos entreprises. Il apporterait également une réponse à un problème jusqu'à présent irrésolu : celui du prix des matériaux critiques que la Chine, en tant qu'acteur hégémonique, manipule à sa guise, compromettant la viabilité de nouveaux projets d'extraction, de production ou de transformation.

Si la construction d'une politique de sécurité économique effective doit être une priorité nationale, l'arsenalisation des interdépendances démontre la nécessité d'un traitement véritablement stratégique qui passe non seulement par une coordination européenne, mais également par des coopérations internationales ciblées entre pays menacés. À cet égard, le G7 est une promesse à faire vivre.

Marie-Pierre de Bailliencourt,
Directrice générale de l'Institut Montaigne

Le sommet des dirigeants du G7 se tiendra à Évian-les-Bains du 15 au 17 juin. Dans sa préparation, le président Emmanuel Macron a choisi de mettre la sécurité économique au premier plan, avec « la réduction des déséquilibres macroéconomiques et le renforcement de la sécurité économique », la « résilience » et la « réponse aux surcapacités » identifiés comme priorités d'action. Ce faisant, la France s'inscrit dans la continuité des travaux des présidences précédentes, notamment celles du Royaume-Uni (2021), du Japon (2023), de l'Italie (2024) et du Canada (2025), au cours desquelles le G7 est parvenu à faire passer la sécurité économique d'un enjeu périphérique à un pilier central de la coordination internationale.

Compte tenu de l'attention commune portée à la sécurité des chaînes d'approvisionnement au sein des pays du G7, le principal défi du sommet d'Évian sera de transformer un ensemble fragmenté d'initiatives en matière de sécurité économique en une action coordonnée et à grande échelle. L'exercice est d'autant plus délicat que les avancées restent inégales et que les États-Unis poursuivent en parallèle leur propre agenda, via plusieurs nouveaux canaux, ce qui complique les efforts d'alignement en format G7. Les initiatives sur la résilience des chaînes d'approvisionnement et les minerais critiques se multiplient mais le passage à une coordination opérationnelle demeure aujourd'hui très limité. À défaut de convergence accrue, les membres du G7 risquent de continuer à avancer en ordre dispersé, voire, par moments, de se concurrencer, au détriment de leur impact collectif.

Cette note soutient que le G7 peut néanmoins jouer un rôle déterminant en tant que plateforme de coordination stratégique, en donnant de la cohérence à des efforts appelés à se poursuivre au-delà de son cadre formel. Elle identifie, à ce titre, trois leviers complémentaires pour y parvenir.

COMMENT FAIRE PROGRESSER LES AGENDAS DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DANS LE CADRE DU G7

Premièrement, le renforcement de l'intelligence économique est essentiel pour améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Si les capacités de collecte et d'analyse de renseignement sont par définition nationales, un potentiel de coopération considérable demeure inexploité entre les pays du G7. Le partage et la comparaison des meilleures pratiques, les investissements dans l'analyse avancée des données, ainsi que l'élaboration de cartographies conjointes, notamment dans des secteurs encore peu explorés comme la chimie, peuvent améliorer significativement la compréhension collective des vulnérabilités. Les initiatives bilatérales ou en formats restreints offrent déjà des exemples de coopération qui fonctionnent. Le G7 peut apporter une valeur ajoutée en amplifiant ces efforts, par exemple en coordonnant l'identification des goulets d'étranglement et des acteurs à haut risque. À terme, et une fois leur utilité démontrée, ces démarches pourraient servir de base à des approches plus convergentes en matière de contrôle des exportations, de filtrage des investissements ou de devoir de vigilance des entreprises.

Deuxièmement, l'introduction coordonnée de mesures non tarifaires dans les marchés de biens stratégiques constitue, sur le papier, un levier puissant pour en sécuriser les accès. Les mécanismes de marché, principalement structurés par les coûts, ont contribué à une concentration excessive et à des risques systémiques. En intégrant des critères tels que la transparence, la diversification, la durabilité, la fiabilité et la sécurité dans la commande publique, mais aussi dans divers mécanismes de soutien sectoriel pour ces biens stratégiques, les pays du G7 peuvent répondre plus efficacement au pouvoir de fixation des prix de la Chine, qui tend à neutraliser les mesures agissant sur l'offre. La note souligne que des avancées concrètes sont possibles, sans exiger une uniformité complète. Une approche pragmatique, sectorielle, ciblant dans un premier temps les minerais critiques, les semi-conducteurs, les batteries et l'acier, peut permettre de construire une interopérabilité entre

différents instruments nationaux, tout en préservant un espace de flexibilité. En développant un langage commun autour de la résilience, des outils partagés et des mécanismes de consultation, le G7 pourrait envoyer des signaux plus clairs aux marchés, et encourager des investissements dans des chaînes d'approvisionnement plus sûres et plus diversifiées.

Troisièmement, réduire l'exposition au risque d'instrumentalisation des chaînes d'approvisionnement par la Chine nécessite une approche projet par projet. La résilience ne se décrète pas : elle se construit à travers des projets industriels concrets, intégrant l'extraction en amont, la transformation intermédiaire, le financement, les accords d'enlèvement (*offtake*) et la coordination entre partenaires de confiance. Les initiatives récentes, en particulier celles des États-Unis, qui ont rapidement renforcé leur engagement financier et diplomatique dans les minerais critiques, illustrent l'ampleur de l'effort et le niveau d'ambition requis. Les démarches engagées par l'Union européenne et le Canada soulignent également l'importance d'articuler politique industrielle, financements publics et partenariats internationaux. Toutefois, la plupart de ces projets demeurent de nature nationale ou bilatérale, ce qui en limite la portée stratégique. L'exemple de la coopération franco-japonaise sur les terres rares à Lacq met en lumière le potentiel d'approches plus intégrées, dans lesquelles investissements, accords d'enlèvement et coordination stratégique sont alignés au-delà des frontières.

LE G7 COMME COORDINATEUR STRATÉGIQUE DES INITIATIVES DE RÉSILIENCE DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Le paysage international devient de plus en plus complexe. De nouveaux formats consacrés aux minerais critiques et aux semi-conducteurs se sont ajoutés aux dispositifs existants, formant un ensemble dense, insuffisamment coordonné et parfois redondant. Cette multiplication des initiatives reflète certes l'importance croissante accordée à la sécurité économique, mais elle comporte aussi un risque réel de dispersion et d'inefficacité. Dans ce contexte, la valeur ajoutée du G7 ne réside pas dans la duplication des efforts, mais dans sa capacité à assurer la cohérence stratégique. Son aptitude à rapprocher les positions, combinée à son poids économique et réglementaire, en fait un cadre particulièrement pertinent pour structurer un réseau de partenaires de confiance. En d'autres termes, le G7 peut jouer un rôle de « système d'exploitation » permettant de structurer l'action commune en matière de sécurité économique.

La concrétisation de cette ambition ne sera pas sans difficultés. La guerre au Moyen-Orient pourrait perturber le sommet. Des divergences subsistent également quant à l'approche à adopter vis-à-vis de la Chine, même si ses pratiques commerciales et industrielles sont logiquement perçues comme au cœur des enjeux de sécurité économique. Néanmoins, la présidence française offre une occasion opportune de faire progresser un agenda commun, à un moment où celui-ci avance rapidement, mais de manière encore désordonnée, en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. En mettant l'accent sur des formes de coopération concrète, qu'il s'agisse d'intelligence économique, de structuration de la demande pour les biens stratégiques ou d'initiatives sur les minerais critiques, le G7 peut s'imposer comme la plateforme de coordination de la gouvernance mondiale de la sécurité économique ; un espace qui existe *de facto*, que nul autre format n'a encore su pleinement investir, mais dont tous ont besoin.